

SÉCURITÉ
SOCIALE
INDÉPENDANTS

TRAVAILLEURS
INDÉPENDANTS

FÉVRIER 2018

LA PROTECTION SOCIALE DU CRÉATEUR D'ENTREPRISE



**l'Assurance
Maladie**



**l'Assurance
Retraite**

URSSAF

SOMMAIRE

04 / LE PROJET D'ENTREPRISE

08 / LES FORMALITÉS DE CRÉATION

12 / VOTRE PROTECTION SOCIALE

14 / LES PRESTATIONS SOCIALES OBLIGATOIRES

25 / LES ASSURANCES VOLONTAIRES

26 / VOS COTISATIONS SOCIALES

33 / LES AIDES À LA CRÉATION

36 / L'AUTO-ENTREPRENEUR

41 / LA PROTECTION SOCIALE
DE VOTRE CONJOINT

43 / L'ACTION SOCIALE

Consultez l'ensemble des informations sur secu-independants.fr.

Les informations communiquées s'appuient sur la législation en vigueur au 1^{er} février 2018.

Les nouvelles dispositions sont indiquées par le pictogramme  ou la vignette **NOUVEAU** 



Ce guide est destiné aux créateurs d'entreprise travailleurs indépendants. Il contient les informations essentielles sur votre protection sociale, en fonction du statut juridique choisi pour l'exploitation de votre entreprise. Il vous donne un premier aperçu des démarches à accomplir.

Ce guide vous présente les prestations dont vous pouvez bénéficier au titre de l'assurance maladie-maternité et de la retraite versé par ce régime ainsi que des prestations familiales versées par la CAF.

Il vous explique les modalités de calcul de vos cotisations personnelles obligatoires, à verser à l'Urssaf et vous indique le montant à prévoir lors de vos premières années d'activité.

Pour faciliter la gestion de votre protection sociale, vous pouvez bénéficier d'un certain nombre de services en particulier avec « Mon compte » sur securi-independants.fr indiqués par le picto .

La Sécurité sociale pour les indépendants vous accompagne aussi au cours de votre activité et vous propose, en cas de difficultés, des aides indiquées par le picto .

 Pour leur protection sociale, les indépendants relèvent depuis le 1^{er} janvier 2018 de la Sécurité sociale pour les indépendants, gérée par le Régime général de Sécurité sociale (Assurance maladie, Assurance retraite, Urssaf) en remplacement du RSI. Les anciennes caisses RSI, devenues les agences de Sécurité sociale pour les indépendants, sont leurs interlocuteurs.

Bonne lecture et longue vie à votre projet.



LE PROJET D'ENTREPRISE

SE METTRE À SON COMPTE

Vous envisagez de vous « mettre à votre compte ». En fonction de la nature de votre activité, vous relevez du secteur de l'artisanat, du commerce ou des professions libérales.

L'ARTISAN exerce une activité indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestations de services, en employant moins de 50 salariés. Exemples : coiffeur, ambulancier, taxi, maçon, esthéticienne...

Plus d'information : votre Chambre de métiers et de l'artisanat
Site internet > artisanat.fr

LE COMMERÇANT effectue des opérations commerciales à titre habituel (achats pour revente, opérations d'intermédiaire, transport de marchandises...) ou exerce une activité assimilée à du commerce. Exemples : restaurateur, opticien, agent immobilier, auto-école, agent commercial, profession parapsychologique...

Plus d'information : votre Chambre de commerce et d'industrie
Site internet > cci.fr

LE PROFESSIONNEL LIBÉRAL exerce une activité qui peut découler d'une nomination par l'autorité publique, dépendre d'un ordre professionnel, ou qui ne relève pas des secteurs de l'artisanat, du commerce ou de l'agriculture. Exemples : notaire, architecte, vétérinaire, avocat, expert-comptable, consultant en organisation, psychologue...

CHOISIR SON STATUT JURIDIQUE ET SON RÉGIME DE PROTECTION SOCIALE

Pour exercer votre activité, sous votre propre responsabilité et sans aucun lien de subordination vis-à-vis d'une autre personne ou entreprise, vous aurez à choisir un statut juridique. Ce choix est important car il conditionne votre protection sociale.

Statut juridique et protection sociale

PRINCIPAUX STATUTS JURIDIQUES	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES	PROTECTION SOCIALE DU CRÉATEUR	
		Qui relève de la Sécurité sociale pour les indépendants ?	Qui relève du régime salarié ?
EI <i>Entreprise individuelle</i>	Appelée également entreprise en nom propre ou entreprise en nom personnel. Aucun apport de capital nécessaire. Pas de séparation entre le patrimoine privé et le patrimoine de l'entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> l'entrepreneur, l'auto-entrepreneur (micro-entrepreneur). 	
EI avec option EIRL <i>Entrepreneur individuel à responsabilité limitée</i>	Permet de protéger ses biens en affectant à son activité un patrimoine professionnel nécessaire à l'activité.		
EURL <i>Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée</i>	Société comportant un seul associé. Responsabilité limitée au montant de son apport dans le capital.	<ul style="list-style-type: none"> le gérant associé unique, l'associé unique non gérant exerçant une activité au sein de l'EURL. 	<ul style="list-style-type: none"> le gérant non associé rémunéré⁽¹⁾.
SARL <i>Société à responsabilité limitée</i>	Composée d'au moins 2 associés avec une responsabilité financière limitée aux montants des apports dans le capital. Capital minimum librement fixé dans les statuts.	<ul style="list-style-type: none"> le gérant majoritaire, le gérant appartenant à un collège de gérance majoritaire, l'associé majoritaire non gérant exerçant une activité au sein de la société. 	<ul style="list-style-type: none"> le gérant égalitaire ou minoritaire rémunéré⁽¹⁾, le gérant rémunéré appartenant à un collège de gérance égalitaire ou minoritaire⁽¹⁾, l'associé titulaire d'un contrat de travail⁽¹⁾.
SAS(U) <i>Société par action simplifiée (unipersonnelle)</i>	SAS composée d'au moins 2 associés, SASU d'un seul. Responsabilité financière du ou des associé(s) limitée aux montants des apports dans le capital. Capital minimum librement fixé dans les statuts.		<ul style="list-style-type: none"> Président et dirigeants rémunérés au titre de leur mandat social⁽¹⁾. Cumul possible avec un contrat de travail pour des fonctions techniques (contacter Pôle emploi).
SA <i>Société anonyme</i>	Société composée d'au moins de 2 actionnaires si non cotée en bourse.		<ul style="list-style-type: none"> Président du Conseil d'administration⁽¹⁾, Directeur général⁽¹⁾, Directeur général délégué⁽¹⁾.
SNC <i>Société en nom collectif</i>	Les associés sont responsables indéfiniment et solidairement des dettes de la société.	<ul style="list-style-type: none"> tous les associés. 	

(1) Vous êtes mandataire social, président de SASU ou SAS, gérant minoritaire ou égalitaire de SARL, président de SA, dirigeant d'une Scop : vous pouvez adhérer au **Tese** (cf. p. 11) pour déclarer vos salaires et payer l'ensemble des cotisations et contributions de protection sociale obligatoire.

L'exonération Accre et la dispense de contribution à l'assurance chômage seront prises en compte par le **Tese**.

CHOISIR SON STATUT FISCAL ET SON RÉGIME D'IMPOSITION

À chaque forme juridique de l'entreprise correspond un régime fiscal : impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés. Toute entreprise artisanale ou commerciale, soumise à l'impôt sur le revenu, est imposée dans la catégorie des Bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ou, dans quelques cas (agent commercial, exploitant d'auto-école...) des Bénéfices non commerciaux (BNC).

Le mode d'imposition de l'entreprise est déterminé en fonction du chiffre d'affaires et de son statut juridique : régime de la micro-entreprise, régime réel simplifié, régime réel normal. Ce statut fiscal conditionne les modalités de calcul des cotisations sociales personnelles.

Modalités de calcul des cotisations en fonction du statut fiscal

STATUT JURIDIQUE	STATUT FISCAL	
	Réel simplifié, réel normal	Micro-entreprise
Entreprise individuelle (EI)	Impôt sur le revenu : calcul des cotisations en fonction du revenu de l'activité non salariée.	L'auto-entrepreneur ⁽¹⁾ Vous créez une entreprise à compter du 1^{er} janvier 2018. Si vous choisissez le régime de la micro-entreprise, vous relevez automatiquement du statut micro-entrepreneur. Calcul des cotisations par application de taux spécifiques sur le chiffre d'affaires avec deux possibilités pour déclarer et payer l'impôt sur le revenu : <ul style="list-style-type: none"> • soit au moment de la déclaration d'impôt annuelle. Vous déclarez votre chiffre d'affaires. Les services fiscaux appliquent un abattement en fonction de l'activité : 71% pour une activité de ventes ou 50 % pour des prestations de services ; • soit sur option et sous conditions, vous choisissez le versement libératoire de l'impôt sur le revenu. Dans ce cas, un taux spécifique : 1 % (ventes), 1,7 % (prestations de services BIC) ou 2,2 % (prestations de services BNC), est appliqué sur votre chiffre d'affaires. Vous payez en même temps vos cotisations sociales et votre impôt sur le revenu.
Entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL)	Impôt sur le revenu : calcul des cotisations en fonction du revenu de l'activité non salariée. Impôt sur les sociétés : calcul des cotisations en fonction de la rémunération du dirigeant	<ul style="list-style-type: none"> • identique à l'entreprise individuelle ci-dessus. • Impôt sur les sociétés : statut fiscal non autorisé.
EURL dont l'associé unique est une personne physique dirigeant cette société		
SARL, SNC		Statut fiscal non autorisé

(1) Pour bénéficier de ce régime : cf. p. 36 « L'auto-entrepreneur ».

BON À SAVOIR

Vous exercez votre activité dans le cadre d'une société ou d'une EIRL et vous avez opté pour l'impôt sur les sociétés.

La base de calcul de vos cotisations sociales intègre en plus de votre rémunération :

- les dividendes perçus dépassant 10 % du capital social que vous détenez ou pour les EIRL, 10 % du patrimoine affecté ;
 - l'abattement fiscal forfaitaire de 10 % pour frais professionnels.
-



LES **FORMALITÉS** DE CRÉATION

ENREGISTRER SON ENTREPRISE

Après avoir déterminé le secteur d'activité, le statut juridique et fiscal, vous devez obligatoirement déclarer l'existence de votre entreprise au Centre de formalités des entreprises (CFE).

Le CFE permet d'accomplir l'ensemble des formalités administratives, fiscales et sociales.

S'ADRESSER À UN CFE

Vous devez vous adresser au CFE en fonction de votre activité et du lieu de votre entreprise.

VOUS ÊTES ARTISAN : au CFE de la Chambre de métiers et de l'artisanat.
Site > cfe-metiers.com

VOUS ÊTES ARTISAN-COMMERÇANT (boulangier, boucher, mécanicien concessionnaire automobile...) : au CFE de la Chambre de métiers et de l'artisanat qui se chargera des formalités au Répertoire des métiers et au Registre du commerce et des sociétés.
Site > cfe-metiers.com

VOUS ÊTES COMMERÇANT : au CFE de la Chambre de commerce et d'industrie.
Site > cfenet.cci.fr

VOUS ÊTES AGENT COMMERCIAL : au CFE du greffe du tribunal de commerce.
Site > infogreffe.fr/formalites-entreprise/guide-des-formalites.html

La demande d'immatriculation peut être déposée sur place, envoyée par courrier ou effectuée par Internet.

Le CFE transmet les pièces de votre dossier aux différents organismes concernés par la création de votre entreprise : agence de Sécurité sociale pour les indépendants, Urssaf, service des impôts des entreprises (SIE), Insee...

Votre dossier CFE vaut déclaration auprès de l'ensemble des organismes destinataires.

Le CFE vous délivre un récépissé de dépôt de dossier de création d'entreprise (portant la mention « en attente d'immatriculation ») qui vous permet d'accomplir des démarches, dans l'attente du document définitif (extrait Kbis...).

Vous pouvez accomplir les formalités de création sur > guichet-entreprises.fr

OBTENIR SON NUMÉRO SIRET

Suite à votre immatriculation auprès de la Sécurité sociale pour les indépendants, l'Insee vous attribue :

- > un numéro **Siret** d'identification unique par établissement à 14 chiffres ;
- > un code **APE** désignant l'activité principale de votre entreprise.

DEVENIR EMPLOYEUR

Si vous décidez d'embaucher un ou plusieurs salariés, vous devenez employeur et vous êtes soumis à certaines obligations.

Déclaration du salarié

Dans les 8 jours précédant l'embauche, vous devez déclarer votre salarié au moyen de la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) qui vous permet d'effectuer auprès de l'Urssaf, l'ensemble des formalités.

Cette déclaration doit être effectuée soit :

- > par Internet sur net-entreprises.fr le portail officiel des déclarations sociales ou sur urssaf.fr ;
- > par courrier ou télécopie en retournant le formulaire DPAE à l'Urssaf.

Déclaration des cotisations et contributions sociales : la Déclaration sociale nominative (DSN)

En fonction des salaires déclarés, vous avez des cotisations et contributions sociales à acquitter (Urssaf, assurance chômage, retraite complémentaire, prévoyance...).

La déclaration sociale nominative (DSN) remplace la majorité des déclarations sociales auprès des organismes de protection sociale. La transmission des données et le paiement s'effectuent mensuellement via net-entreprises.fr.

Pour plus d'information > dsn-info.fr

> urssaf.fr

Pour gérer autrement
vos salariés :

ADOPTÉZ LE **TESE** !

Vous pouvez bénéficier du Titre emploi service entreprise, un dispositif de simplification des formalités sociales liées à l'emploi de salariés proposé par le réseau des Urssaf :

- une déclaration pour la DPAE et le contrat de travail ;
- plus de bulletins de paie à faire : le centre Tese s'en charge à partir d'une seule déclaration ;
- un paiement auprès de votre Urssaf pour les cotisations de protection sociale obligatoire.

Les DSN et certaines déclarations annuelles sont également effectuées par votre centre Tese (attestation fiscale...).

Toutes les déclarations doivent être réalisées sur internet.

Pour en savoir plus ➤ letese.urssaf.fr

Tél. : **0 810 123 873** Service 0,05 € / min + prix appel



VOTRE PROTECTION SOCIALE

RELEVER D'UN RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE

Vous avez créé votre entreprise

N Pour leur protection sociale, les indépendants relèvent depuis le 1^{er} janvier 2018 de la Sécurité sociale pour les indépendants, gérée par le Régime général de Sécurité sociale (Assurance maladie, Assurance retraite, Urssaf) en remplacement du RSI. Les anciennes caisses RSI, devenues les agences de Sécurité sociale pour les indépendants, sont leurs interlocuteurs.

Vous devez être affilié même si vous exercez par ailleurs une activité salariée. C'est le lieu d'activité de votre entreprise qui détermine votre rattachement au régime de Sécurité sociale français et non la localisation de son siège social. Vous bénéficiez de prestations sociales équivalentes à celles des salariés. Vous pouvez également souscrire à des assurances volontaires (cf. p. 25).

Verser des cotisations et contributions

Pour financer les prestations santé, famille et retraite, vous devez verser des cotisations et contributions sociales à l'Urssaf.

Toutes vos cotisations maladie, vieillesse, invalidité-décès, allocations familiales, CSG/CRDS et formation professionnelle sont réunies sur un seul avis d'appel de cotisations.

• DE QUI PARLE-T-ON ?

- Dans le domaine de la protection sociale, le terme travailleurs indépendants englobe les artisans, les commerçants et les professionnels libéraux non réglementés qui vont rentrer par étapes dans cette catégorie :
- > à partir 2018, pour tous les nouveaux auto-entrepreneurs (cf. p. 36) ;
- > à partir de 2019, pour tous les types de nouveaux créateurs (auto-entrepreneurs et au régime fiscal du réel cf. p. 6).
- Les professionnels libéraux non réglementés relèveront alors de la Sécurité sociale des indépendants et de la même réglementation que les autres travailleurs indépendants (cotisations et prestations maladie et retraite). Ces professions libérales non réglementées (comme par exemple les consultants) ne figurent pas dans la liste des professions libérales réglementées (à consulter sur secu-independants.fr) qui relèvent pour leur retraite d'une autre caisse.

Après votre inscription au Centre de formalités des entreprises (CFE), votre agence de Sécurité sociale pour les indépendants vous envoie :

- ▶ votre notification d'affiliation⁽¹⁾ avec les données administratives relatives à votre inscription (document à conserver) ;
- ▶ « Protection sociale ce qu'il faut savoir » incluant des informations utiles sur vos interlocuteurs.

VOS INTERLOCUTEURS

Pour votre santé	Pour votre retraite	Pour votre famille
<p>La gestion de votre protection maladie-maternité obligatoire est assurée :</p> <ul style="list-style-type: none">• par  l'agence de Sécurité sociale pour les indépendants et• par votre organisme conventionné qui vous verse vos prestations santé pour le compte de l'Assurance maladie et vos indemnités journalières. <p>Vous devez choisir votre organisme conventionné (mutuelle ou groupement de sociétés d'assurances) sur la liste communiquée par votre CFE.</p>	<p>La retraite obligatoire (de base et complémentaire) et l'invalidité-décès sont gérées par  l'agence de Sécurité sociale pour les indépendants.</p>	<p>En fonction de votre situation familiale et/ou financière, des prestations peuvent être versées par votre Caisse d'allocations familiales.</p>
<p>L'Urssaf et l'agence de Sécurité sociale pour l'ensemble de vos cotisations sociales personnelles obligatoires : maladie-maternité-indemnités journalières, retraites de base et complémentaire et allocations familiales, ainsi que 3 contributions :</p> <ul style="list-style-type: none">• la CSG (Contribution sociale généralisée) ;• la CRDS (Contribution au remboursement de la dette sociale) ;• la CFP (Contribution à la formation professionnelle).		

Internet

En personnalisant votre accès sur la page d'accueil du portail securi-independants.fr, vous accédez aux informations concernant votre agence de Sécurité sociale pour les indépendants avec ses actions locales, les permanences décentralisées et la liste des organismes conventionnés.

(1) Attestation disponible également sur securi-independants.fr > Mon compte > Mes attestations.



LES PRESTATIONS SOCIALES OBLIGATOIRES

La Sécurité sociale pour les indépendants peut vous verser un certain nombre de prestations sociales ainsi que la Caisse d'allocations familiales. Vous disposez également d'un droit à la formation professionnelle.

LES PRESTATIONS MALADIE-MATERNITÉ

Vous bénéficiez d'une protection maladie de même nature et dans les mêmes conditions que les salariés. Dans certains cas, vous pouvez bénéficier d'indemnités journalières.

Si vous disposez de faibles revenus, vous pouvez obtenir la CMU complémentaire (CMU-C) ou l'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS).

Les prestations maladie

En début d'activité indépendante

Votre couverture maladie est effectuée sans interruption. Vous restez rattaché à votre précédent régime jusqu'au moment où votre organisme conventionné (cf. p. 13) vous envoie un courrier pour vous avertir que vous dépendez de la Sécurité sociale pour les indépendants.

Vous devez indiquer vos ayants droit (enfants, conjoint) lors de votre inscription au CFE (cf. p. 8).

Vous devez mettre à jour votre carte Vitale lors de votre inscription et ensuite tous les ans. Vous envoyez vos feuilles de soins à votre organisme conventionné si le praticien n'a pas utilisé la carte Vitale.

Vous bénéficiez des mêmes taux de remboursement que les salariés du régime général et vous êtes soumis aux mêmes obligations (déclaration médecin traitant...).

Le tiers payant

Vous ne payez pas les professionnels de santé (sauf dépassement d'honoraires) pour les soins en liaison :

- ▶ avec une affection de longue durée;
- ▶ avec une grossesse au cours des 4 derniers mois.

Internet

Sur **secu-independants.fr > Mon compte > Ma santé**, vous pouvez accéder à des services en ligne pour gérer votre santé :

- ▶ carnet de santé;
- ▶ formulaires administratifs;
- ▶ supports des programmes de prévention;
- ▶ coordonnées et liens d'accès aux télé-services de votre organisme conventionné.

Cas particuliers

Vous poursuivez une activité salariée tout en débutant une activité indépendante

Vous continuez de relever du régime au titre de votre activité salariée (**CPAM, MSA**).

Vous êtes retraité et vous débutez une activité indépendante

Vous continuez à bénéficier du régime maladie rattaché à votre pension.

BON À SAVOIR

En cas de cessation de votre activité indépendante, vous continuerez d'être couvert pour la maladie par votre organisme conventionné tant que vous n'exercerez aucune autre activité professionnelle.

Les prestations en cas d'arrêt de travail

En tant que chef d'entreprise, vous pouvez bénéficier d'indemnités journalières en cas d'arrêt de travail pour cause de maladie ou d'accident.

Conditions pour en bénéficier :

- > **avoir** un an d'affiliation en tant qu'indépendant avec prise en compte de périodes d'affiliation antérieures sous conditions;
- > **être à jour** dans le paiement des cotisations maladie ;
- > **payer** au moins une cotisation minimale (maladie 2, cf. p.31) ou pour les auto-entrepreneurs, avoir un revenu professionnel supérieur à 3 862,80 € ;
- > **avoir** un avis d'arrêt de travail à temps plein ou un temps partiel thérapeutique.

Modalités de versement

L'indemnité est calculée sur la base de 1/730 du revenu d'activité annuel moyen des 3 dernières années soumis à cotisations, avec un montant maximum de 54,43 € par jour pour l'année 2018.

Le conjoint collaborateur a droit à une indemnité forfaitaire de 21,77 € par jour. L'indemnité est versée à partir du 4^e jour **N** en cas de maladie ou d'accident, pour les arrêts de plus de 7 jours et en cas d'hospitalisation.

Après avoir cotisé pendant un an, vous pourrez en bénéficier si vous êtes polyactif ou retraité actif, même si vous êtes couvert pour la maladie au titre de votre activité salariée.

En fonction de l'évolution de votre état de santé, l'assurance invalidité, gérée également par la Sécurité sociale pour les indépendants, peut prendre le relais (cf. p. 19)

Les prestations maternité-paternité

Vous bénéficiez d'indemnités en cas de maternité ou paternité si vous êtes affilié en tant que chef d'entreprise ou si vous êtes conjoint collaborateur d'un travailleur indépendant.

Conditions à remplir par le chef d'entreprise pour en bénéficier :

- > être à jour dans le paiement de ses cotisations;
- > percevoir un revenu supérieur à 3 862,80 € (sinon, réduction du montant des prestations);
- > **N** être affilié en tant qu'indépendant depuis 10 mois à la date présumée de l'accouchement ou de l'adoption avec prise en compte de périodes d'affiliation antérieures sous conditions.

La 2^e règle relative au revenu ne s'applique pas pour les prestations versées pour compenser l'emploi d'un salarié qui remplace le conjoint collaborateur.

Pour vous permettre d'interrompre votre activité, deux prestations vous sont délivrées :

- > une allocation de repos maternel en cas de grossesse ou d'adoption (chef d'entreprise et conjoint collaborateur) ;
- > une indemnité journalière d'interruption d'activité (chef d'entreprise), avec au moins 44 jours d'arrêt ;
- > une indemnité de remplacement (conjoint collaborateur) pour payer la personne employée.

Ces indemnités sont forfaitaires, d'une durée variable selon les cas (grossesse pathologique, naissances multiples...).

CONGÉ DE PATERNITÉ

Les chefs d'entreprise peuvent bénéficier d'un congé de paternité ou d'accueil de l'enfant d'un montant forfaitaire. Les conjoints collaborateurs peuvent obtenir (sur justificatif) une indemnité pour payer un salarié qui les remplace dans leurs activités habituelles.

Pour en savoir plus > securi-independants.fr

LES OFFRES DE PRÉVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT

La Sécurité sociale pour les indépendants déploie une offre de prévention et d'accompagnement qui prend en compte vos spécificités de chef d'entreprise afin d'anticiper vos besoins et de repérer d'éventuelles situations à risque (problème de santé, fragilité sociale, difficulté économique...). Cette offre se décline autour de 6 axes thématiques, qui s'appuient sur plusieurs programmes :

- > la prévention des risques professionnels par métier ;
- > la prévention de la désinsertion professionnelle ;
- > la prévention des risques psychosociaux ;
- > la prévention des maladies chroniques ;
- > le suivi de la maternité et de l'enfance ;
- > la prévention de la perte d'autonomie.

Pour en savoir plus > securi-independants.fr/prevention

Les aides

Vos revenus ne vous permettent pas de souscrire à une complémentaire santé

Si vous avez des ressources inférieures à 8723 € par an (pour une personne seule), vous pouvez bénéficier de la CMU complémentaire (CMU-C) qui offre une protection maladie complémentaire gratuite. Les remboursements effectués au titre de la CMU-C se cumulent avec ceux de votre assurance maladie de base.

Si vos revenus dépassent au maximum de 35 % le plafond de ressources de la CMU-C, vous pouvez bénéficier d'une aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS). Le montant de cette aide individuelle est de 100 à 550 € par an en fonction de l'âge des personnes composant votre foyer. Vous devez choisir un contrat sélectionné pour son bon rapport qualité prix dans une liste consultable sur le site info-acs.fr.

ASS Sous certaines conditions, vous pouvez aussi demander une aide financière pour souscrire une complémentaire santé :

- > en complément de l'ACS;
- > ou si vos revenus dépassent légèrement le plafond de ressources de l'ACS.

Vous avez des difficultés pour payer des frais de santé

ASS Vous pouvez obtenir, sous conditions, et après étude de vos droits à la CMU-C et à l'ACS, la prise en charge de frais de santé :

- > partiellement remboursés ou coûteux (frais d'optique, prothèse dentaire ou auditive);
- > non remboursés par l'Assurance maladie.

Vous avez besoin d'aide pour rendre accessible votre environnement, celui de votre conjoint ou de vos enfants à charge

ASS La Sécurité sociale pour les indépendants vous propose une évaluation des besoins à domicile permettant d'établir des préconisations d'aides. Ces aides sous forme d'aménagement (création d'une aire de douche, plan incliné...) ou de prestations (portage de repas, aide-ménagère...) peuvent être financées en partie et sous conditions.

Vous vous occupez d'un proche dépendant

ASS Vous pouvez obtenir, sous conditions, une aide au profit de la personne dépendante (garde-malade, hébergement temporaire...) pour vous soulager et vous permettre de mieux concilier votre vie personnelle et professionnelle avec cette fonction.

L'ASSURANCE INVALIDITÉ

L'assurance invalidité vous permet de bénéficier, en cas d'incapacité de travail durable et sous certaines conditions, d'une pension d'invalidité.

Conditions pour en bénéficier :

- > ne pas avoir l'âge de départ à la retraite⁽¹⁾;
- > avoir cotisé au moins depuis un an et être à jour dans le paiement des cotisations.

Les prestations sont attribuées :

- > si vous n'exercez pas d'activité professionnelle, jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite⁽¹⁾;
- > si vous exercez une activité professionnelle, jusqu'au départ en retraite, au plus tard à 67 ans.

L'assurance invalidité vous garantit 2 risques :

- > **l'incapacité partielle au métier :** vous pouvez bénéficier de cette pension si votre état présente une perte de capacité de travail ou de gain supérieure à 2/3 par rapport aux conditions physiques requises pour la profession exercée. La pension annuelle est égale à 30 % du revenu annuel moyen, avec certaines limites.
- > **l'invalidité totale et définitive :** vous pouvez bénéficier de cette pension si votre accès à l'emploi est restreint de façon importante et durable compte tenu de votre état médical. La pension annuelle est égale à 50 % du revenu annuel moyen, avec certaines limites.

Majoration pour tierce personne

Si l'état de santé demande l'assistance constante d'une tierce personne pour accomplir les actes de la vie courante, une majoration peut être versée au titulaire d'une pension pour invalidité totale et définitive.

(1) 60 ans pour les assurés nés jusqu'au 30/06/1951, puis 60 ans et 4 mois pour ceux nés entre le 01/07/1951 et le 31/12/1951, 60 ans et 9 mois pour ceux nés en 1952, 61 ans et 2 mois pour ceux nés en 1953, 61 ans et 7 mois pour ceux nés en 1954 et 62 ans pour ceux nés à partir de 1955.

L'ASSURANCE DÉCÈS

Pour un assuré en activité ou bénéficiaire d'une pension d'invalidité, l'assurance décès garantit le versement d'un capital décès forfaitaire aux ayants droit de l'assuré.

Conditions pour en bénéficier :

- l'assuré était à jour du paiement des cotisations à la date du décès ;
- il ne bénéficiait pas d'une pension de retraite.

Un capital décès supplémentaire peut, sous conditions, être versé à chaque enfant à charge au moment du décès.

ATTENTION :

- La demande de capital décès doit être effectuée dans un délai maximum
- de 2 ans à compter du décès.

LES PRESTATIONS RETRAITE

La retraite de base

Les cotisations que vous versez au titre de l'assurance retraite de base vous permettent de bénéficier d'une retraite calculée de la même manière que les salariés.

La retraite de base se calcule selon la formule suivante :

$$\text{Revenu annuel moyen} \times \text{Taux de retraite} \times \frac{\text{Nb de trimestres d'assurance validés en tant qu'indépendant après 1972}}{\text{Durée de référence}}$$

Le montant de la retraite est calculé en fonction :

- **du revenu annuel moyen** : moyenne des 25 meilleurs revenus cotisés dans la limite du plafond annuel de la Sécurité sociale (pour les assurés nés à compter de 1953) ;
- **du taux de retraite** fixé en fonction de la durée d'assurance tous régimes confondus :
 - « taux plein » de 50 % en justifiant de 163 à 172 de trimestres d'assurance en fonction de l'année de naissance (avec minoration si cette condition n'est pas remplie) ;
 - taux plein à l'âge du taux plein automatique sans conditions de trimestres (67 ans pour les assurés nés à partir de 1955) ;

- ▶ **du nombre de trimestres** d'assurance acquis depuis 1973 dans le régime vieillesse de base de la Sécurité sociale pour les indépendants (ex Ava, Organic, RSI) ;
- ▶ **de la durée de référence**: la durée de référence est égale à la durée d'assurance nécessaire pour obtenir le taux plein.

Depuis le 1^{er} juillet 2017, le calcul du revenu annuel moyen, la détermination des 25 meilleures années et le nombre de trimestres sont basés globalement sur les activités indépendantes et salariées, lors de la liquidation des droits à la retraite.

L'âge du départ à la retraite

- ▶ Entre 60 et 67 ans, selon l'année de naissance, la retraite est accordée à taux plein ou minoré.
- ▶ Entre 65 ans et 67 ans selon l'année de naissance, la retraite est accordée au taux plein quelle que soit la durée d'assurance.

Cas particuliers sous conditions

- ▶ À partir de 56 ans, dans le cadre d'un départ anticipé pour carrière longue.
- ▶ À partir de 55 ans pour les assurés handicapés.

La retraite complémentaire

La retraite complémentaire est attribuée aux assurés qui ont obtenu la retraite de base. Elle ne subit pas d'abattement si la retraite de base est attribuée au taux plein.

Le montant des cotisations de retraite complémentaire versées est divisé par la valeur du point ce qui permet d'acquérir chaque année un certain nombre de points de retraite.

La retraite complémentaire se calcule en multipliant le nombre de points acquis par une valeur⁽¹⁾ du point.

Les droits à la retraite complémentaire acquis avant la date de création de ce régime en 2013 sont conservés (depuis 1979 pour les artisans et 2004 pour les commerçants).

(1) Cette valeur est différente selon la nature du point acquis : attribué gratuitement, acquis par cotisation avant 1997 ou à compter de 1997.

Internet

Comment connaître vos droits à la retraite de base et complémentaire ?

En fonction de vos revenus 2018 d'activité indépendante : après avoir effectué en 2019 votre DSI sur internet (cf. p. 29).

Pour toute votre carrière professionnelle :

- ▶ en ligne sur secu-independants.fr > **Mon compte** > **Mon relevé de carrière** ;
- ▶ en ligne sur info.retraite.fr en créant votre compte avec :
 - une estimation du montant de vos pensions, à partir de 55 ans ;
 - une simulation du montant de vos pensions suivant différents paramètres, à tout âge.

La pension de réversion pour le conjoint

Au titre de la retraite de base

Au décès de l'assuré, son conjoint survivant peut bénéficier d'une pension de réversion correspondant à 54 % de la retraite de base du chef d'entreprise.

Au titre de la retraite complémentaire

Au décès de l'assuré, son conjoint survivant ou son ex-conjoint peut bénéficier d'une pension de réversion correspondant à 60 % de la retraite complémentaire obligatoire de l'assuré.

Conditions pour en bénéficier :

- ▶ condition d'âge fixée à 55 ans pour le conjoint survivant ;
- ▶ aucune durée minimale de mariage ;
- ▶ les ressources du conjoint ou celle du ménage du conjoint ne doivent pas dépasser un plafond de ressources annuelles.

BON À SAVOIR

L'ex-conjoint remarié ou non remarié de l'assuré de la Sécurité sociale pour les indépendants décédé peut bénéficier d'une pension de réversion de ce régime (avec un partage éventuel avec le nouveau conjoint de l'assuré décédé). Le partenaire pacsé ou le concubin ne peut pas bénéficier d'une pension de réversion.

Les aides

En cas de précarité lors du départ à la retraite

ASS Si vous êtes confronté à de grandes difficultés financières en raison de votre cessation d'activité, vous pouvez obtenir une prestation d'action sociale d'accompagnement au départ à la retraite pour :

- > vous aider à faire face à cette période transitoire;
- > vous permettre de maximiser vos droits si votre activité a diminué au fil des années et si vous rencontrez des difficultés à payer vos cotisations sociales personnelles.

Vous devez remplir certains critères (âge, nombre de trimestres validés, carrière majoritaire à la Sécurité sociale pour les indépendants, être encore cotisant actif, revenus...).

Pour le conjoint survivant ou les orphelins à charge

ASS La commission d'action sanitaire et sociale de votre agence peut allouer une aide financière ponctuelle au titulaire d'une pension de réversion de la Sécurité sociale pour les indépendants ou à un orphelin à la charge du parent survivant ou tuteur légal, selon certaines modalités. Pour cette intervention, vous devez vous adresser à l'agence de l'assuré décédé.

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

Vous bénéficiez des prestations familiales versées par la Caf, dans les mêmes conditions que pour les salariés :

- > compensation des charges familiales (naissance, enfant à charge, garde d'enfant, rentrée scolaire...);
- > prestations liées au logement, au handicap (Allocation aux adultes handicapés) et à la précarité (RSA...).

Si vos revenus professionnels sont faibles, vous pourrez obtenir la « prime d'activité » à demander uniquement en ligne sur [caf.fr](https://www.caf.fr). Un simulateur vous permet de vérifier et de calculer vos droits.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vous bénéficiez d'un droit à la formation professionnelle continue avec le versement d'une contribution forfaitaire (CFP).

Après avoir payé votre cotisation, vous disposez d'une attestation (en novembre) : elle est indispensable pour faire votre demande auprès de l'organisme gestionnaire. Votre conjoint collaborateur peut également bénéficier de la formation professionnelle.

Activité	Paiement de la CFP	Organisme gestionnaire	Attestation
Artisan	 À l'Urssaf à partir de 2018	Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) ou FAFCEA fafcea.com	Uniquement en ligne sur secu-independants.fr > Mon compte > Mes attestations
Commerçant	À l'Urssaf	AGEFICE agefice.fr	

Le compte personnel d'activité

Internet

Le droit à la formation avec le compte personnel de formation est intégré dans le compte personnel d'activité (CPA) accessible sur le site moncompteactivite.gouv.fr avec prochainement l'introduction du droit à l'accompagnement à la création d'entreprise.  Il est prévu que ce compte soit ouvert en 2018 aux droits à la formation des indépendants.

Pour en savoir plus > travail-emploi.gouv.fr/cpa.



LES ASSURANCES VOLONTAIRES

Vous pouvez aussi souscrire, à titre volontaire, à des assurances pour des risques non couverts à titre obligatoire (chômage, prévoyance...).

L'ASSURANCE ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Vous pouvez souscrire auprès de la CPAM, une assurance volontaire accidents du travail et maladies professionnelles⁽¹⁾ (imprimé Cerfa 11227*03). La cotisation est calculée, suivant la nature de votre activité, sur votre revenu professionnel dans la limite du plafond annuel de la Sécurité sociale. La cotisation, à verser auprès de l'Urssaf, est déductible fiscalement dans une certaine limite.

L'ASSURANCE RETRAITE ET PRÉVOYANCE

Vous pouvez adhérer à des contrats d'assurance complémentaire volontaire pour la retraite et la prévoyance (maladie-maternité, invalidité-décès). Certains de ces contrats, dits « Madelin », vous permettent de déduire de vos revenus imposables le montant des cotisations, dans certaines limites, si vous avez le statut d'indépendant. Vous devez être à jour dans le paiement de vos cotisations sociales personnelles obligatoires.

L'ASSURANCE CHÔMAGE

En tant qu'entrepreneur individuel ou dirigeant de société (non titulaires d'un contrat de travail), vous ne bénéficiez pas de l'assurance chômage gérée par Pôle emploi. Dans certaines conditions, vous pouvez souscrire à une assurance chômage volontaire auprès de la Garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise (gsc.asso.fr), de l'Association pour la protection des patrons indépendants (appi-asso.fr) ou d'April assurances (april.fr). Cette couverture peut aussi s'inscrire dans un contrat « Madelin ».

(1) Accessible également au conjoint collaborateur.



VOS COTISATIONS SOCIALES

En contrepartie d'une protection sociale complète, vous devez cotiser à titre personnel pour chacun des risques couverts: assurance maladie-maternité, indemnités journalières maladie, invalidité-décès, retraite de base et complémentaire, allocations familiales et formation professionnelle. Vous devez également participer comme toutes les personnes qui perçoivent un revenu, au financement de l'ensemble des régimes obligatoires de Sécurité sociale en payant la CSG-CRDS.

N Le recouvrement de vos cotisations sociales obligatoires est géré par l'Urssaf.

Les cotisations sociales sont calculées sur la base de votre revenu d'activité non salariée (pour les sociétés voir p. 7).

LE DÉBUT D'ACTIVITÉ

Le calcul des cotisations

Lorsque vous débutez votre activité, le revenu n'est pas connu. Vos cotisations sociales sont alors calculées sur une base forfaitaire en 1^{ère} et en 2^e années correspondant à 19 % du plafond annuel de la Sécurité sociale (Pass) 2018 soit 7 549 €.

Les cotisations maladie 1 et 2 (indemnités journalières) sont calculées sur une base différente :

- > pour la 1^{ère} année d'activité en 2018 : 40 % du Pass 2018, soit 15 893 € ;
- > pour la 2^e année d'activité en 2019 : 40 % du Pass 2019.

Vous devez aussi payer la contribution à la formation professionnelle (CFP) d'un montant forfaitaire de 99 € (pour les commerçants) et de 115 € (pour les artisans).

Lorsque votre revenu d'activité non salariée sera connu en 2^e année, vos cotisations seront recalculées et donc régularisées (à l'exception de la Contribution à la formation professionnelle).

Estimation du revenu d'activité

Si vous êtes certain que votre revenu d'activité non salariée sera différent de ce revenu forfaitaire, vos cotisations provisoires pourront être calculées sur la base du revenu estimé de l'année en cours (avec l'application des cotisations minimales cf. p. 31).

Internet

La demande est à effectuer sur secu-independants.fr > [Mon compte](#) > [Mes cotisations](#) > [Revenus](#)

Le paiement des cotisations

À compter de la date de votre début d'activité correspondant à votre inscription au CFE (cf. p. 8), vous êtes redevable de cotisations auprès de l'Urssaf. Le premier paiement interviendra après un délai minimum de 90 jours. Vous recevrez le montant de vos cotisations provisionnelles pour l'année 2018 et **N** pour les premières échéances de l'année 2019.

BON À SAVOIR

Internet Le télépaiement

Le télépaiement permet d'anticiper, de modifier et annuler l'ordre de paiement. Il suffit d'enregistrer une fois les coordonnées du compte bancaire puis de choisir l'échéance courante à régler par télépaiement.

Chaque paiement de cotisations est déclenché à votre initiative. Pour réaliser votre télépaiement : [secu-independants.fr/Mon compte](https://secu-independants.fr/Mon_compte) > [Mes cotisations](#) > [Paiement](#).

ATTENTION :

- Des sociétés dont les noms ou les sigles sont proches de celui de l'Urssaf
- peuvent vous adresser des bulletins de cotisations ou d'adhésion ambigus.
- S'ils ne comportent pas votre numéro de Sécurité sociale, ils sont sans lien
- avec votre protection sociale obligatoire.
- Le Sécurité sociale pour les indépendants vous invite à la vigilance et à
- consulter sur secu-independants.fr/arnaques.

Cas pratique

Vous créez votre entreprise le 1er janvier 2018 sous le régime fiscal du réel.

En mai 2019, votre revenu professionnel transmis via la déclaration sociale des indépendants - DSI (cf. p. 29) est de 18 000 €. En mai 2020, votre revenu professionnel transmis via la DSI est de 23 000 €.

Le tableau suivant présente une estimation de vos cotisations sociales personnelles (maladie-maternité, retraite de base et complémentaire, invalidité-décès, allocations familiales et CSG-CRDS), hors cas d'exonération ou dispense de paiement.

Montants (en euros)

Ces montants sont calculés à titre indicatif en fonction des données connues au moment de l'édition du présent guide.

Échéances ⁽¹⁾	Artisans			Commerçants		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Janvier	0	278	644	0	278	644
Février	0	278	644	0	278	644
Mars	0	278	644	0	278	644
Avril	371	278	644	371	278	644
Mai	371	278	644	371	278	644
Juin	371	1 534	1 299	371	1 534	1 299
Juillet	371	1 534	1 299	371	1 534	1 299
Août	371	1 534	1 299	371	1 534	1 299
Septembre	371	1 534	1 299	371	1 534	1 299
Octobre	371	1 534	1 299	371	1 534	1 299
Novembre	486 ⁽²⁾	1 649 ⁽²⁾	1 414 ⁽²⁾	470 ⁽²⁾	1 633 ⁽²⁾	1 398 ⁽²⁾
Décembre	369	1 531	1 301	369	1 531	1 301
Total	3 452	12 240	12 430	3 436	12 224	12 414

(1) Le 5 du mois ou le 20 sur option.

(2) Inclus la contribution à la formation professionnelle (CFP) : pour les commerçants montant 99 €, pour les artisans montant 115 € (montants estimés identiques pour 2019 et 2020).

LE « RÉGIME DE CROISIÈRE »

La déclaration de revenu

Chaque année, entre avril et juin, vous devez transmettre une déclaration de votre revenu professionnel (la déclaration sociale des indépendants DSI) même si votre revenu est nul, sur net-entreprises.fr ou par voie postale à votre agence de Sécurité sociale pour les indépendants. Vous devez **obligatoirement** effectuer votre DSI en ligne en 2018 si votre revenu professionnel 2016 est supérieur à 3 973 € (N 10 % du Pass 2018).

Le principe de calcul

Les cotisations provisoires

Vos cotisations, pour l'année en cours, sont d'abord calculées à titre provisoire sur la base du dernier revenu d'activité non salariée connu. Elles sont réparties en 12 mensualités.

La régularisation et le recalcul des cotisations provisoires

Dès que vous aurez déclaré en 2019 votre revenu professionnel 2018 avec la DSI, vous recevrez un courrier avec un nouvel échéancier 2019 comprenant :

- le calcul de la régularisation de vos cotisations 2018 ;
- le recalcul du montant de vos cotisations provisoires 2019 sur la base de vos revenus 2018.

Le montant provisoire de vos premières échéances de cotisations de l'année 2020 sera également indiqué dans ce courrier.

Ainsi, plus tôt vous déclarez votre revenu 2018, plus tôt vous bénéficiez d'un remboursement des cotisations versées en trop, si la situation de votre compte le permet. Vous disposez ainsi d'une meilleure visibilité de votre trésorerie pour l'année en cours.

Estimation du revenu d'activité

En cas de variation de votre revenu à la hausse ou à la baisse, vous pouvez demander un recalcul de vos cotisations provisoires 2019 à partir d'une estimation de votre revenu 2019, sur [secu-independants.fr/Mon compte](http://secu-independants.fr/Mon_compte).

La périodicité du paiement

Le paiement mensuel s'effectue le 5 de chaque mois (ou le 20 sur option) uniquement par prélèvement automatique, à demander sur « Mon compte ».

La mensualisation vous permet de mieux répartir le paiement de vos cotisations tout au long de l'année.

Le paiement trimestriel s'effectue le 5 février, 5 mai, 5 août et 5 novembre. Ce mode de paiement peut s'effectuer par prélèvement automatique, par télépaiement, par carte bancaire (montant inférieur à 500 €) - à partir de « Mon compte » - ou par chèque.

En cas de revenu professionnel 2016 supérieur à 3 973 € (**N** 10 % du Pass 2018), vous devez **obligatoirement** payer vos cotisations par voie dématérialisée.

BON À SAVOIR

Internet Sur secu-independants.fr/simulateur-cotisations-sociales, vous pouvez effectuer une simulation du montant de vos cotisations, en début d'activité et en régime de croisière.

Avec « Mon compte » sur secu-independants.fr vous pouvez gérer vos cotisations en ligne (historique des versements, suivi des échéances), réaliser vos démarches (adhérer au prélèvement automatique, saisir une estimation de revenu, demander des délais de paiement...) et obtenir vos attestations.

Base de calcul et taux des cotisations obligatoires

Cotisations	Base de calcul	Taux
Maladie-maternité 1	Pour les revenus inférieurs à 15 893 €	Taux progressif entre 0 % et 3,16 %
	Pour les revenus compris entre 15 893 € et 43 705 €	Entre 3,16 % et 6,35 %
	Pour les revenus compris entre 43 705 € et 198 660 €	6,35 %
	Part des revenus supérieurs à 198 660 €	6,50 % ⁽¹⁾
Maladie 2 (indemnités journalières)	Dans la limite de 198 660 €	0,85 %
Invalité-décès	Dans la limite de 39 732 €	1,30%
Retraite de base	Dans la limite de 39 732 €	17,75 %
	Pour les revenus supérieurs à 39 732 €	0,60 %
Retraite complémentaire	Dans la limite de 37 846 €	7,00 %
	Pour les revenus entre 37 846 € et 158 928 €	8,00 %
Allocations familiales	Pour les revenus inférieurs à 43 705 €	0 %
	Pour les revenus compris entre 43 705 € et 55 625 €	Taux progressif entre 0 % et 3,10 %
	Pour les revenus supérieurs à 55 625 €	3,10 % ⁽²⁾
CSG/CRDS	Totalité du revenu de l'activité non salariée + cotisations sociales obligatoires	9,70 %
Formation Professionnelle ⁽³⁾	Sur la base de 39 732 €	0,25 %

(1) Pas de cotisation maladie 2 (0,85 %) à payer.

(2) Taux normal (sans dégressivité) de 5,25 % dans certains cas.

(3) CFP 2018 appelée en 2018 - 0,34 % pour les commerçants avec un conjoint collaborateur - 0,29 % pour les artisans.

Les cotisations minimales

Si vos revenus sont déficitaires ou inférieurs à certains seuils, vous devez cotiser sur une base annuelle minimale (sauf cas particulier) même si vous êtes par ailleurs salarié ou retraité.

Cotisations	Base de calcul ⁽¹⁾	Montant minimal annuel variable des cotisations
Maladie 1	15 893 €	Variable entre 0 et 504 €
Maladie 2 (indemnités journalières)	15 893 €	135 €
Retraite de base	4 569 €	811 €
Invalidité-décès	4 569 €	59 €
Formation professionnelle (cotisation forfaitaire)	39 732 €	99 € ⁽²⁾

(1) Les montants de revenus indiqués servent de base de calcul aux cotisations minimales.

(2) 115 € pour les artisans.

La cotisation minimale de retraite de base permet de valider 3 trimestres de retraite depuis 2016. Pour pouvoir valider 4 trimestres de retraite de base en 2018, il est nécessaire d'avoir un revenu professionnel annuel de 600 Smic horaire (5 928 €).

Les autres cotisations (retraite complémentaire, allocations familiales et CSG/CRDS) sont calculées en fonction du revenu réel.

Vous bénéficiez du RSA ou de la prime d'activité

Vos cotisations sont calculées sur la base de votre revenu réel. Sur option, vous pouvez payer les cotisations minimales afin de vous constituer plus de droits. Votre demande est à effectuer à l'Urssaf :

- dans les 15 jours suivant la date de la création de votre entreprise au CFE, pour une application immédiate ;
- en cours d'activité, au plus tard le 31 octobre 2018, pour une application en 2019.

BON À SAVOIR

En cas de cessation d'activité professionnelle, les cotisations sont exigibles dans les 60 jours qui suivent la cessation d'activité. Pour être radié de la Sécurité sociale pour les indépendants, vous devez effectuer les formalités de cessation d'activité sur le site de votre CFE (cf. p. 8).

Les aides

En fonction de votre situation

> En cas de variation de votre revenu à la hausse ou à la baisse

Vous pouvez demander un recalcul de vos cotisations provisionnelles 2018 à partir d'une estimation de votre revenu 2018 (cf. p. 29).

> En cas de difficultés financières,

En plus du calcul sur un revenu estimé, votre agence de Sécurité sociale pour les indépendants peut vous accorder des délais de paiement **N** par anticipation.

Demande possible sur > secu-independants.fr > [Mon compte](#) > [Mes cotisations](#).

ASS En cas de difficultés liées à votre santé, à la conjoncture économique ou à un sinistre, l'action sanitaire et sociale peut, sous certaines conditions, vous accorder une aide correspondant au montant total ou partiel de vos cotisations dues.

> En cas d'arrêt de travail depuis plus de 90 jours consécutifs

Vous pouvez, sur demande, obtenir une dispense du paiement de vos cotisations de retraite de base/complémentaire et d'invalidité décès. Les cotisations dispensées seront à payer l'année suivante, en fonction du revenu réel.

SI VOUS ÊTES
ÉGALEMENT
EMPLOYEUR

Une coordination est également mise en place afin de permettre un traitement harmonisé de vos difficultés pour l'ensemble de votre dossier Urssaf (en tant que travailleur indépendant et en tant qu'employeur).

En cas de catastrophe ou d'intempérie

ASS Une aide forfaitaire d'urgence vous est apportée en fonction de votre situation. La reconnaissance de « catastrophe naturelle » n'est pas nécessaire pour bénéficier d'un tel secours. Cette aide ne prend pas en charge ce qui relève d'une assurance personnelle ou professionnelle.



LES AIDES À LA CRÉATION

LES AIDES AU CHÔMEUR CRÉATEUR

L'Accre Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise

Les conditions

L'aide peut vous être accordée si vous assurez le contrôle effectif de l'entreprise créée ou reprise, quelle que soit sa forme juridique et le statut du chef d'entreprise, à l'exception des associations.

Vous êtes notamment :

- > demandeur d'emploi indemnisé ou indemnisable par un régime d'assurance chômage ;
- > demandeur d'emploi non indemnisé inscrit 6 mois à Pôle emploi au cours des 18 derniers mois ;
- > bénéficiaire du RSA, ou votre conjoint ou concubin ;
- > bénéficiaire de l'allocation de solidarité spécifique, de l'allocation temporaire d'attente ;
- > un jeune de 18 à 25 ans révolus ;
- > un jeune de 26 à moins de 30 ans non indemnisé ou reconnu handicapé ;
- > une personne ayant conclu un contrat d'appui au projet d'entreprise (Cape), remplissant l'une des conditions ci-dessus ;
- > salarié(e) ou une personne licenciée d'une entreprise en redressement, liquidation judiciaire ou sauvegarde qui reprend tout ou partie d'une entreprise ;
- > une personne créant ou reprenant une entreprise implantée dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)⁽¹⁾ ;
- > bénéficiaire de la Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PrePare) ;
- > toute personne débutant une activité réduite à fin d'insertion et accompagnée par une association agréée.

N En 2019, il est prévu l'extension de ce dispositif à **tous** les créateurs et repreneurs d'entreprise.

(1) Atlas des quartiers prioritaires de la politique de la ville à consulter sur sig.ville.gouv.fr et informations complémentaires sur entreprisesdesquartiers.fr.

Les avantages

Vous serez exonéré pendant 12 mois de cotisations sociales personnelles à l'exception de la cotisation de retraite complémentaire, de la CSG/CRDS et de la contribution à la formation professionnelle (CFP), dans les conditions indiquées dans le tableau ci-dessous.

Montant du revenu professionnel	Nature de l'exonération des cotisations concernées
Inférieur 29 799 € (75 % du Pass) ⁽¹⁾	Exonération totale
Compris entre 29 799 € et 39 732 € (entre 75 % et 100 % du Pass)	Exonération partielle et dégressive
Supérieur à 39 732 € (Pass)	Pas d'exonération

(1) Plafond annuel de la Sécurité sociale.

Pour un début d'activité le 1^{er} janvier 2018, le montant de vos cotisations provisoires sera de 1 359 € pour un commerçant et 1 375 € pour un artisan (CSG/CRDS, retraite complémentaire et formation professionnelle).

Les formalités

Le formulaire de demande (Cerfa N° 13584*02) peut être téléchargé sur urssaf.fr/Independant > **Je bénéficie d'exonérations** ou être retiré auprès d'un CFE. Votre dossier doit être transmis à votre CFE soit en même temps que votre déclaration de création ou de reprise d'entreprise, soit au plus tard 45 jours après ce dépôt.

Internet

Vous pouvez effectuer une simulation du montant de vos cotisations en bénéficiant de l'Accre sur secu-independants.fr/simulateur-cotisations-sociales.

L'accompagnement personnalisé

Vous créez une entreprise tout en ayant des droits aux allocations chômage. Deux aides sont proposées (au choix).

L'aide au retour à l'emploi (Are)

Vous pouvez continuer à percevoir partiellement vos allocations d'assurance chômage sous certaines conditions.

L'aide à la reprise ou à la création d'entreprise (Arce)

L'Arce constitue une aide financière sous la forme d'un versement d'un capital versé en 2 fois, correspondant à 45 % de vos droits d'assurance chômage. Pour bénéficier de cette aide vous devez avoir obtenu l'Accre. Pour connaître toutes les modalités d'accompagnement, rapprochez-vous de votre agence Pôle Emploi.

Pour en savoir plus > pole-emploi.fr

Les aides à la création d'entreprise

Pour obtenir des informations sur les aides publiques aux entreprises suivant la situation géographique, consultez > aides-entreprises.fr

LA PRIME D'ACTIVITÉ

Une prestation peut être servie aux travailleurs indépendants en activité aux revenus modestes et sous conditions de ressources du foyer.

Pour en savoir plus > caf.fr

L' **AUTO-ENTREPRENEUR**

Toute personne peut, sous conditions, exercer sous le statut micro-entrepreneur communément appelé auto-entrepreneur. Que ce soit à titre principal pour, par exemple, un demandeur d'emploi qui veut se lancer, ou à titre complémentaire, un salarié du secteur privé ou un retraité ou encore un étudiant.

LES CONDITIONS **NOUVEAUX PLAFONDS**

L'entreprise individuelle ne doit pas dépasser un certain chiffre d'affaires pour une année civile complète en 2018 :

- 170 000 € pour une activité de vente de marchandises, de fournitures, de denrées à emporter ou à consommer sur place ou pour une prestation d'hébergement, à l'exception de la location de locaux d'habitation meublés dont le seuil est de 70 000 € ;
- 70 000 € pour les prestations de services relevant de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ou des bénéfices non commerciaux (BNC).

L'entreprise est en franchise de TVA (pas de facturation, ni de récupération de TVA) jusqu'à un chiffre d'affaires de 91 000 € (vente) et 35 200 € (prestations de services). Elle ne déduit aucune charge et n'amortit pas le matériel.

Un auto-entrepreneur peut bénéficier du statut de l'EIRL.

Pour en savoir plus > eirl.fr

BON À SAVOIR

Le chiffre d'affaires est à proratiser en fonction de la date de création de l'activité.
Par exemple, pour une activité de prestations de services commencée au 1^{er} juin 2018, le montant maximum du chiffre d'affaires à ne pas dépasser est de $(70\ 000\ € \times 214) / 365$ soit 41 041 €

ATTENTION :

- **N** Les nouveaux auto-entrepreneurs, professionnels libéraux non réglementés (consultant, coach... cf. p. 12) sont rattachés pour toute leur protection sociale (maladie et retraite) à la Sécurité sociale pour les indépendants.

LES FORMALITÉS

Vous transmettez votre demande de création d'activité, en joignant un justificatif d'identité, via lautoentrepreneur.fr. Vous devez vous immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, qu'il s'agisse d'une activité principale ou secondaire. Vous êtes exonéré des frais d'immatriculation.

LE CALCUL ET LE PAIEMENT DES CHARGES

Le statut micro-entrepreneur permet de calculer et de payer vos cotisations et contributions de protection sociale obligatoire et éventuellement l'impôt sur le revenu en fonction de votre chiffre d'affaires et selon les pourcentages indiqués dans le tableau ci-dessous.

Cas général

Statut micro-entrepreneur TAUX EN BAISSÉ		Taux du versement libératoire de l'impôt sur le revenu	Régime auto-entrepreneur avec option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu
Vente de marchandises (BIC)	12,8 %	1 %	13,8 %
Prestations de services commerciales ou artisanales (BIC)	22 %	1,7 %	23,7 %
Autres prestations de services ⁽¹⁾ et professions libérales non réglementées (BNC)	22 %	2,2 %	24,2 %

(1) Agent commercial, audioprothésistes, massage de bien être, exploitant d'auto-école...

La contribution à la formation professionnelle

Pour calculer cette contribution obligatoire, l'auto-entrepreneur doit appliquer à son chiffre d'affaires l'un des taux suivants en fonction de sa catégorie professionnelle.

- > pour les commerçants et **les professionnels libéraux non réglementés** : 0,10 %,
- > pour les artisans : 0,30 %,

La taxe consulaire

Si vous réalisez un chiffre d'affaires positif en 2018, vous serez soumis à la taxe pour frais de chambre de commerce ou de chambre de métiers en 2019 (à l'exception des loueurs de locaux d'habitation meublés).

L'impôt sur le revenu

Vous pouvez opter en 2018 pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu, à condition que le revenu fiscal de référence de votre foyer fiscal ne dépasse pas 26 818 € par part de quotient familial en 2016. Ce versement libératoire est calculé en appliquant un taux unique sur le chiffre d'affaires. Il est à régler en même temps que les cotisations et contributions sociales.

BON À SAVOIR

Les cotisations sociales et le versement libératoire de l'impôt sur le revenu sont calculés à titre définitif et ne font l'objet d'aucune régularisation.

Vous êtes bénéficiaire de l'Accre

Le cumul de l'exonération Accre et du statut micro-entrepreneur se traduit par l'application de taux réduits.

Auto-entrepreneur bénéficiaire de l'Accre

Organisme de retraite	Activités	1 ^{ère} année Jusqu'à la fin du 3 ^e trimestre civil qui suit le début de l'activité		2 ^e année Les 4 trimestres suivants		3 ^e année Les 4 trimestres suivants		Au-delà
		Sans option fiscale	Avec option fiscale	Sans option fiscale	Avec option fiscale	Sans option fiscale	Avec option fiscale	
La Sécurité sociale pour les indépendants	Ventes de marchandises (BIC)	3,2 %	4,2 %	6,4 %	7,4 %	9,6 %	10,6 %	Cas général cf. p. 37
	Prestations de services commerciales ou artisanales (BIC)	5,5 %	7,2 %	11 %	12,7 %	16,5 %	18,2 %	
	Autres prestations de services ⁽¹⁾ ou professions libérales non réglementées (BNC)	5,5 %	7,7 %	11 %	13,2 %	16,5 %	18,7 %	

(1) Agent commercial, audioprothésistes, massage de bien-être, exploitant d'auto-école...

LES MODALITÉS DE DÉCLARATION ET DE PAIEMENT

Vous devez déclarer, calculer et payer vos cotisations et contributions sociales chaque mois (ou sur demande chaque trimestre), en appliquant un taux forfaitaire au chiffre d'affaires réalisé.

Dès réception de votre première déclaration de chiffre d'affaires, vous vous inscrivez sur lautoentrepreneur.fr pour déclarer et payer, de façon sécurisée, vos cotisations en ligne mensuellement ou trimestriellement.

Les cotisations sont calculées automatiquement (sans risque d'erreurs).

À défaut, vous effectuerez vos déclarations et paiements par chèque auprès de votre Urssaf.

• **ATTENTION**

- Si votre chiffre d'affaires de l'année est supérieur à 20 700 € (activité de
- vente) ou 8 300 € (prestations de services), vous devez obligatoirement
- effectuer la déclaration et le paiement de vos charges de façon dématérialisée sur lautoentrepreneur.fr.

L'obligation de déclarer

Vous devez systématiquement compléter et transmettre votre déclaration en inscrivant «0». en l'absence de chiffre d'affaires. À défaut de déclaration, une pénalité d'un montant de 50 € (en 2018) vous sera appliquée pour chaque déclaration manquante. Si vous n'avez pas régularisé votre dossier en fin d'année, vous devrez payer des cotisations sans rapport avec votre chiffre d'affaires réel (base forfaitaire majorée).

Pour plus d'informations sur ce régime > lautoentrepreneur.fr



LA PROTECTION SOCIALE DE VOTRE CONJOINT

Si votre conjoint (marié ou pacsé) participe de façon régulière à l'activité de l'entreprise, il doit avoir un statut.

LES FORMALITÉS

Vous devez déclarer le statut de votre conjoint auprès de votre Centre de formalités des entreprises compétent Chambre de métiers et de l'artisanat ou Chambre de commerce et d'industrie en choisissant l'un des 3 statuts présentés dans le tableau page suivante.

Cette déclaration se fait lors de la création de l'entreprise ou à tout moment par le biais d'une déclaration modificative auprès du CFE.

Associés ⁽¹⁾	Collaborateurs ⁽²⁾	Salariés ⁽¹⁾
<p>Conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> Le conjoint du gérant majoritaire de la SARL est associé et participe à l'activité de l'entreprise. Le conjoint est associé d'une SNC (Société en nom collectif). <p>Votre protection sociale En tant que travailleur indépendant affilié à la Sécurité sociale pour les indépendants, votre protection sociale est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> prestations maladie, indemnités journalières, maternité, retraites de base et complémentaire, invalidité-décès, allocations familiales, CSG-CRDS, formation professionnelle. <p>Vos cotisations Vos cotisations sont calculées sur la base de votre revenu professionnel ou égales aux cotisations minimales en l'absence de rémunération. Vous établissez votre déclaration de revenu professionnel (DSI) chaque année.</p>	<p>Conditions Le chef d'entreprise doit avoir opté pour l'entreprise individuelle, être gérant associé unique d'EURL ou être gérant majoritaire d'une SARL (avec moins de 20 salariés). Vous n'êtes pas rémunéré pour cette activité.</p> <p>Prestation maladie-maternité Le conjoint est assuré à titre personnel. Il bénéficie d'un droit :</p> <ul style="list-style-type: none"> aux indemnités journalières maladie (en payant une cotisation forfaitaire) ; aux allocations en cas de maternité ou paternité. <p>Prestation retraite invalidité / décès Vous êtes affilié(e) à la Sécurité sociale pour les indépendants et versez des cotisations en contrepartie de droits propres, pour la retraite de base, la retraite complémentaire et l'invalidité-décès.</p>	<p>Conditions Quel que soit le statut juridique de l'entreprise, les conditions suivantes doivent être respectées. Une déclaration préalable à l'embauche (DPAE), un contrat de travail, des déclarations via la déclaration sociale nominative (DSN) et des fiches de paye mensuelles sont à établir. Le salaire doit correspondre à la qualification de l'emploi occupé ou, si vous exercez des activités diverses ou non définie, un salaire égal au minimum au Smic. Le chef d'entreprise verse des cotisations sociales auprès de chaque organisme de protection sociale ou auprès de l'Urssaf si il a adhéré au Tese (cf. p. 11).</p> <p>Couverture sociale Vous relevez du régime général des salariés en contrepartie de cotisations salariales et patronales de Sécurité sociale. Vous bénéficiez de l'assurance chômage, sous réserve de l'appréciation par Pôle emploi de la réalité du contrat de travail.</p>

(1) Les concubins peuvent bénéficier exclusivement du statut de conjoint associé ou de conjoint salarié.

(2) Le conjoint qui possède des parts dans la société ne peut pas être conjoint collaborateur.

BON À SAVOIR

Le travail régulier du conjoint sans déclaration de statut est assimilé à du travail dissimulé, passible de sanctions tout comme l'entraide familiale des parents ou des enfants, sauf circonstances très exceptionnelles.



L'ACTION SOCIALE

La Sécurité sociale pour les indépendants vous accompagne dans vos projets si vous rencontrez des difficultés d'ordre personnel (situation familiale ou sanitaire) ou professionnel (activité de l'entreprise, conjoncture économique) qui fragilisent la pérennité de votre entreprise.

LES SITUATIONS

Les différentes situations qui permettent d'obtenir des aides au titre de l'action sanitaire et sociale sont indiquées à la fin de chaque chapitre de ce guide sous le titre « Les aides » et précédées du pictogramme  (cf. p. 18, 23 et 32).

LA PROCÉDURE

Vous déposez une demande d'aide individuelle auprès des services de l'action sanitaire et sociale de votre agence. La commission d'action sanitaire et sociale est composée de travailleurs indépendants élus, en activité ou retraités. Cette commission étudie anonymement votre demande.

N'hésitez pas à contacter votre agence de la Sécurité sociale pour les indépendants qui étudiera avec vous les solutions adaptées à votre situation.

● ATTENTION :

- Les prestations d'action sanitaire et sociale ont pour objet d'aider les
- personnes rencontrant des difficultés. Ces prestations ne sont donc pas un
- droit. Elles sont attribuées en fonction de chaque situation, des revenus du
- ressortissant, de la nature de la difficulté rencontrée, ainsi que du budget
- disponible.

NOUS
CONTACTER

> Pour joindre votre agence de la Sécurité sociale pour les indépendants :

- **PAR TÉLÉPHONE :**
pour les prestations et les services

3648 Service gratuit + prix appel

pour les cotisations

3698 Service gratuit + prix appel

de 8h à 17h du lundi au vendredi

- **PAR COURRIEL :**
sur secu-independants.fr/contact

> Pour obtenir un rendez-vous : secu-independants.fr/rdv

Coordonnées des sites annexes, des Urssaf et des organismes conventionnés sur secu-independants.fr/coordonnees



Retrouvez toutes les informations sur la création d'entreprise sur secu-independants.fr/creation-entreprise

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la protection sociale des travailleurs indépendants est gérée par le régime général de la Sécurité sociale. Les agences de Sécurité sociale pour les indépendants (anciennes caisses RSI) sont leurs interlocuteurs privilégiés.

secu-independants.fr